

UNION DES TRAVAILLEURS GUYANAIS

Syndicat C.C.I Région Guyane

DEFENSEUR DE NOTRE AVENIR

Le 06 novembre 2012

Chronique d'un déclin orchestré

Ce jour, mardi 6 novembre 2012 à 9H00, étaient convoqués paritairement par les ressources humaines les membres du comité de gestion de la formation pour l'année 2012 afin de déterminer les besoins complémentaires en formation des collaborateurs en recherche de performances professionnelles. Après une attente en salle de trente minutes, seul le responsable de la formation et le collègue salarié étaient présents. Les représentants du personnel constatent encore ce déni du dialogue social qui s'étend à toutes les instances représentatives du personnel E NOU BON KE SA

Nous exigeons que soit établi pour ce comité de gestion de la formation un constat de carence règlementaire, tel qu'il a pu être rédigé dans d'autres circonstances à l'encontre du collègue salarié.

Nous dénonçons ces pratiques d'évitements qui permettent de masquer les dérives en tous sens «formations voyages de complaisance» qui se perpétuent en s'accéléralant.

Pour cette année 2012, nous Représentants du personnel refusons de valider en fin d'année un plan qui se déroule déjà hors tout avis du comité de gestion et de la CPL comme en 2011.

Le collègue salarié déplore ce fonctionnement délibéré développé par la hiérarchie entraînant l'institution plus que jamais dans gouffre financier déjà dénoncé lors de la grève de juillet 2011, pour mémoire :

**déficit ECF 3M €, villa de fonction du DG laissée à l'abandon pendant 2 ans puis bradée à 263000€,*

**la colline du Montabo livré au pillage et bradé à 1,7M€*

**le bâtiment des douanes refuge des exclus de Cayenne ville capitale, verrue face à la Préfecture*

**création d'emplois sans respect des procédures réglementaires*

**offres d'emplois pour masquer l'incompétence d'emplois actuellement tenus avec des salaires mirobolants,*

**des formations individualisées sur des emplois de complaisance ou inexistantes*

**sans omettre les pseudos missions pour s'autoriser des voyages et offrir au préfigurateur du Grand Port Maritime de Guyane, HAUT FONCTIONNAIRE, nommé par l'Etat français, un séjour missionnaire au GPM de la Rochelle pour couvrir l'incompétence d'une hiérarchie consulaire ATONE triée sur le volet en tant que 1er de la classe.*

Comment appeler cela si ce n'est que de la CORRUPTION PASSIVE

Malgré des restrictions drastiques liées aux contraintes budgétaires plus que tendues, le président maintient un bon rythme de voyages ainsi qu'une poignée de courtisans qui continue à bénéficier de complaisantes largesses de la hiérarchie telles que primes (+ de 12 000 euros pour une personne), récupérations, heures supplémentaires et prime de transport cumulée à l'utilisation d'un véhicule de fonction.

Cette gestion imprégnée de clientélisme, de copinage, de décisions financières irresponsables et d'un manque évident d'anticipation et de prospective n'a fait que plomber l'équilibre financier de l'institution.

La hiérarchie plus concentrée sur ses privilèges et une gesticulation médiatique, est restée sans réaction face aux nombreuses alertes et inquiétudes du Syndicat UTG/CCIG. (courriers du syndicat UTG/CCIG du 14 décembre 2011 - début d'un plan social masqué ; et du 19 décembre 2011 - lettre ouverte) dénonçaient un certains nombres de faits confirmant les craintes de l'ensemble du personnel.

Nous déplorons la passivité de la tutelle consciente de cette détérioration

Aujourd'hui et comme toujours, le président de l'institution ainsi que le directeur général oublient les procédures réglementaires et les règles financières quand leurs intérêts sont en jeu et notre inquiétude est grande pour les emplois à la CCIR GUYANE quand on voit comment ces personnes gèrent les emplois.

Pensent-ils aux Conséquences de l'application de la réforme portuaire au 1er janvier 2013 pour le service général et la formation qui est déjà depuis plusieurs années en déficit permanent de gestion

Face à ces stratégies de manipulation développées, des attaques envers les élus du personnel et les contres vérités de la Direction Générale mise à jour par ce même personnel, nous saurons réagir comme il se doit car le syndicat UTG/CCIG n'acceptera pas que le personnel subisse les conséquences de cette politique dévastatrice mettant en danger les emplois de la CCI Région Guyane.

Ansam ansam nou ké briga, ansam ansam nou ké ganyen

UTG/CCIG- UTG/CCIG- UTG/CCIG- UTG/CCIG- UTG/CCIG- UTG/CCIG- UTG/CCIG- UTG/CCIG- UTG/CCIG-